

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 15/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE

54 avenue de Montpellier
34725 Saint-André-De-Sangonis

Références : SC/2025-07-364
Code AIOT : 0006600803

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE implanté 431 RUE PHILIPPE LAMOUR ZONE INDUSTRIELLE 30600 VAUVERT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-068-DREAL du 14 novembre 2023. L'objectif de la présente visite est de pouvoir vérifier la bonne mise en oeuvre des actions correctives entreprises par l'exploitant dans le but de lever les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE
- 431 RUE PHILIPPE LAMOUR ZONE INDUSTRIELLE 30600 VAUVERT
- Code AIOT : 0006600803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) est spécialisée dans le traitement par distillation des produits et des sous-produits de la viticulture, notamment le vin, les marcs de raisin et les lies de vin afin de produire environ 60 000 hl/an d'alcool de bouche alimentaire et 40 000 hl/an d'alcool industriel. L'activité de fabrication d'engrais et de composts est également exercée sur le site.

Les installations sont régulièrement exploitées par l'arrêté préfectoral n°14-003N du 17 janvier 2014 autorisant UDM à exploiter des installations de distillation, de stockage de produits distillés, de production de compost, d'engrais et de colorants sur la commune de Vauvert.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Surveillance des rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 4.8.4 | Demande d'action corrective | 5 mois |
| 2 | Valeurs limites d'émission du sécheur | Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 4.8.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 7 | Contrôle périodique de l'efficacité énergétique | Code de l'environnement du 07/08/2020, article R. 224-31, R. 224-32 et R. 224-35 | Demande d'action corrective | 5 mois |
| 9 | Rejets des eaux résiduaires dans le milieu naturel (chaudières) | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 47 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 11 | Epanchage des eaux résiduaires (Chaudières) | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 73 | Demande d'action corrective | 6 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 12 | Rejets des eaux résiduaires dans le milieu naturel (TAR) | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 38 et Annexe IV | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 14 | Epandage des eaux résiduaires (TAR) | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 43 | Demande d'action corrective | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|---|
| 3 | Suivi APMD n°2023-068-DREAL | Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 4.8.3 | Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure |
| 4 | Rejets canalisés du dépoussiéreur (atelier engrais) | Arrêté Préfectoral du 07/08/2020, article 7 | Sans objet |
| 5 | Rejets canalisés du broyeur de pulpes | Arrêté Préfectoral du 07/08/2020, article 5 | Sans objet |
| 6 | Rendement caractéristique des chaudières | Code de l'environnement du 07/08/2020, article R. 224-23, R. 224-25 et R. 224-28 | Sans objet |
| 8 | Eaux de purge des chaudières et des TAR | AP de Mise en Demeure du 19/01/2023, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 10 | Surveillance des émissions dans l'eau (Chaudières) | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 84 | Sans objet |
| 13 | Surveillance des émissions dans l'eau (TAR) | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection rentre dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) n°2023-068-DREAL du 14 novembre 2023, et la liquidation de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°2025-002-DREAL du 9 janvier 2025 qui fait suite à la visite d'inspection menée sur le site le 6 novembre 2024.

Pour rappel, sur les 3 non-conformités relevées à l'article 1 de l'APMD du 14 novembre 2023, 2 non-conformités ont été levées lors de la précédente visite du 6 novembre 2024. La 3ème non-conformité n'ayant pas été levée à cette occasion, un arrêté d'astreinte administrative a été signé le 9 janvier 2025 pour assurer, sans nouvelle dérive dans le temps, la mise en conformité attendue relative aux émissions de poussières issues du sécheur.

La présente visite du 2 juillet 2025 a permis de contrôler, suite aux justificatifs transmis par l'exploitant les 17 et 20 juin 2025, que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 novembre 2023 ainsi que les dispositions instaurant une astreinte administrative sont respectées. C'est pourquoi, au regard des éléments présentés par l'exploitant et des constats sur le site, l'inspection propose de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-068-DREAL. L'exploitant s'étant mis en conformité à la date du contrôle des rejets atmosphériques du sécheur, soit le 23 mai 2025, l'astreinte administrative instaurée à partir du 1er juillet 2025 ne prend pas effet. Par conséquent, il n'y a pas lieu de prendre un arrêté préfectoral de liquidation de l'astreinte. La visite d'inspection a aussi permis de constater que l'exploitant a fourni l'ensemble des éléments listés dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-006-DREAL du 19 janvier 2023 concernant ses installations "chaudières" et "tours aéroréfrigérantes". A ce titre, l'AP de mise en demeure du 19 janvier 2023 peut également être levé.

A l'issue de la présente visite, l'inspection constate de nouvelles non-conformités relatives aux émissions atmosphériques issues de la chaudière biomasse. L'inspection invite l'exploitant à poursuivre les actions correctives mises en place depuis 2024 sur le volet "rejets atmosphériques" de son établissement.

Enfin, concernant les eaux de purge des chaudières et des tours aéroréfrigérantes, l'exploitant devra soit solliciter une demande d'aménagement des prescriptions générales applicables aux tours aéroréfrigérantes et aux chaudières, soit réfléchir à des solutions techniques économiquement acceptables pour supprimer l'envoi en épandage de ces eaux de purge.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 4.8.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance soit des caractéristiques, soit des émissions de poussières, CO, COV soit des paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement, sur les conduits n°s 1, 2 et 3, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières, oxydes d'azote et hydrocarbures non méthaniques (COV) dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en |

existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :

- une fois tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;
- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;
- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.

Constats :

L'exploitant fait procéder depuis 2023, à une analyse annuelle des rejets atmosphériques issus des deux chaudières, l'une fonctionnant au gaz et l'autre avec de la biomasse (plaquettes de bois). Les résultats des mesures du contrôle de la chaudière gaz de novembre 2024 sont conformes. Par contre, s'agissant de la chaudière biomasse, les résultats mettent en évidence une teneur en composés organiques volatiles non méthaniques (COVnm) non conformes (990 mg/m³ > 50 mg/m³) et une teneur très importante en monoxyde de carbone (CO) (2380 mg/m³). A noter que la valeur limite d'émission du CO fixée à 250 mg/m³ dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, est applicable depuis le 1er janvier 2025. L'exploitant a indiqué dans son courrier du 21 février 2025 que cette anomalie serait la résultante d'une trop forte humidité du combustible qui, le jour de l'analyse se situait autour de 40 %.

Une nouvelle analyse des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse a été effectuée le 2 avril 2025 par la société Manumasure. Les résultats ont montré une teneur en COVnm conforme, mais des valeurs non conformes en poussières (121,5 mg/m³ > 50 mg/m³) et en CO (960 mg/m³ > 250 mg/m³) ainsi qu'une valeur élevée d'O₂ (14,4 %), résultant d'une combustion du combustible incomplète. Selon l'exploitant, la teneur en oxygène a fait l'objet d'un réglage et de nouvelles mesures ont été réalisées le 15 mai 2025. La teneur en O₂ a diminué (10,9%) ainsi que les concentrations en poussières (109 mg/m³) et en CO (568 mg/m³). Néanmoins, ces concentrations restent non conformes au regard des valeurs limites applicables.

L'exploitant a prévu de mettre en œuvre des actions correctives pendant la période d'arrêt de la distillerie et avant la remise en service de la chaudière fin août-début septembre, telles qu'une inspection visuelle des manches du filtre à manches de la chaudière pour vérifier si certaines manches sont endommagées pouvant générer une augmentation de la concentration de poussières à la cheminée, le réglage de la teneur en CO au moyen du nouvel analyseur de combustion manuel dont l'établissement s'est pourvu au premier semestre 2025 dans le cadre des travaux sur le sécheur ainsi que d'autres réglages à réaliser depuis l'automate de la chaudière sur certains paramètres pour obtenir une meilleure combustion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de faire procéder à un nouveau contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse avant la fin de l'année 2025 pour s'assurer de la bonne efficacité des mesures entreprises. Les résultats de l'analyse seront transmis à l'inspection dès réception.

Dans le cas où les mesures ne seraient toujours pas conformes, l'exploitant devra préciser à l'inspection les actions correctives complémentaires prévues associées à un échéancier de mise en œuvre.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 5 mois |

N° 2 : Valeurs limites d'émission du sécheur

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 4.8.3 | | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, VLE du sécheur | | | | |
| Prescription contrôlée : | | | | |
| <p>Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous. | | | | |
| Concentrations instantanées en mg/Nm ³ | Conduit n°1 | Conduit n°2 | Conduit n°3 | Conduit n°4 |
| Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence | 3 % | 11 % | 3 % | 3 % |
| Poussières | 5 | 150 | 150 | 150 |
| SO ₂ | 35 | 200 | 5 | 35 |
| N O x e n équivalent NO ₂ | 100 | 500 | / | 150 |
| COVNM | 150 | 110 | 150 | 150 |
| CO | / | 250 | / | / |
| Pour rappel : conduit n°4 : groupe électrogène, non concerné par l'arrêté préfectoral de mise en | | | | |

demeure.

Constats :

Les dispositions de l'article 4.8.3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2014 définissent les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques au niveau des cheminées de la chaudière gaz, du sécheur, du four tartrate (installation de séchage) et des groupes électrogènes fonctionnant au gaz.

S'agissant du sécheur et du four tartrate, les valeurs limites d'émissions fixées pour les paramètres poussières, SO₂, NO_x, COVnm et CO sont exprimées avec une teneur en oxygène sur gaz sec ramenée respectivement à 11 % et 3 %.

Depuis, la réglementation des valeurs limites d'émission en sortie d'un sécheur a été précisée par la note « séchoir » datée du 26/07/2023 et référencée « 23-07-26-2260-séchoirs » établie par les bureaux concernés de la direction générale de l'énergie et du climat. Cette note s'applique spécifiquement aux séchoirs fonctionnant en mode de chauffage direct tel que cela est le cas pour le site de Vauvert. Cette note précise :

– le principe de classement ICPE des séchoirs : pour le présent site, dans la mesure où les matières à sécher (séchage par contact direct) sont des matières végétales naturelles (pépins et pulpes de raisin, tartrate de calcium issus des vinasses de vin et de lies) et que les séchoirs sont utilisés pour une activité n'étant pas classée au titre de l'une des rubriques ICPE faisant partie des exclusions prévues par le libellé de la rubrique 2260, le séchoir relève de la rubrique ICPE n°2260. Le classement acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2020 est en ce sens cohérent, à savoir le classement des deux séchoirs d'une puissance unitaire de 7 MW et 0,7 MW sous la rubrique 2260-2-b au régime de la déclaration contrôlée ;

– les valeurs limites d'émission (VLE) applicables : il est précisé que pour les installations de séchage par contact direct avec les gaz de combustion, tel que cela est le cas sur ce site, il convient de prendre en compte la teneur en oxygène réelle des gaz de combustion pour le calcul de la concentration mesurée en poussières sur gaz humides. Cette note rappelle que les VLE qui s'appliquent aux flux émis par le séchage sont celles de l'arrêté ministériel correspondant à la matière à sécher pour laquelle l'activité est classée.

Dans ces conditions, les VLE applicables à l'exutoire du sécheur et du four tartrate sont celles définies par l'article 6.2 de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2260, à savoir :

- VLE à 100 mg/Nm³ sans correction d'oxygène si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h,
- VLE à 150 mg/Nm³ sans correction d'oxygène si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h.

De plus, l'arrêté du 23 mai 2006 susvisé ne prévoit pas de VLE sur les paramètres NO_x, SO₂ et COV. Dans ces conditions, les VLE applicables sont celles définies à l'article 27 (points 3, 4 et 7a) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 telles que :

- dioxyde de soufre (SO₂) = 300 mg/m³ pour un flux massique supérieur à 25 kg/h,
- oxydes d'azote (NO_x) = 500 mg/m³ pour un flux massique supérieur à 25 kg/h,
- composés organiques volatils non méthaniques (COVnm) = 110 mg/m³ si le flux horaire total dépasse 2 kg/h.

Au vu de ce qui précède, les prescriptions de l'article 4.8.3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2014 sont inadaptées. Il est proposé un arrêté préfectoral complémentaire en annexe du présent rapport pour mettre à jour les prescriptions sur le volet « rejets atmosphériques ».

Par ailleurs, lors de la présente inspection, l'exploitant a souhaité qu'un critère spécifique relatif à la valeur limite d'émission en COVnm soit intégré dans le projet d'arrêté complémentaire. En effet, l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables aux installations relevant du

régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2260, stipule que:

"la teneur en COVNM mesurée [VLE = 110 mg/m³] pourra être dépassée si l'exploitant justifie par une étude sectorielle ou tout autre moyen que le dépassement n'est pas lié au combustible mais au séchage du produit."

L'exploitant a présenté une étude sectorielle dénommée "Note concernant les émissions de COV au niveau des sècheurs de marc dans les distilleries vinicoles". Ce document conclut après analyse des résultats obtenus au sein de la profession, que *"lors du séchage du marc de raisin, avec un foyer alimenté avec de la biomasse comme combustible, l'essentiel des émissions de COV totaux en sortie sécheur provient du produit à sécher. Les émissions résiduelles sont essentiellement d'origine biotique, issue du produit."*

Cette étude démontrant que la teneur en COV mesurée en sortie du sécheur est bien liée au séchage du marcs dans le tambour sécheur, l'inspection propose d'intégrer ce critère spécifique aux sècheurs de marc dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection note à la lecture du document susvisé, l'absence de références particulières qui permettraient de connaître la date à laquelle a été rédigée l'étude, et les éventuelles mises à jour de cette étude dans le cas où des compléments auraient été apportées pour étayer les conclusions prononcées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suivi APMD n°2023-068-DREAL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2014, article 4.8.3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE poussières du sécheur

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

| Concentrations instantanées en mg/Nm ³ | Conduit n°1 | Conduit n°2 | Conduit n°3 | Conduit n°4 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence | 3 % | 11 % | 3 % | 3 % |

| | | | | |
|--------------------------------------|-----|-----|-----|-----|
| | | | | |
| Poussières | 5 | 150 | 150 | 150 |
| SO ₂ | 35 | 200 | 5 | 35 |
| N O x e n équivalent NO ₂ | 100 | 500 | / | 150 |
| COVNM | 150 | 110 | 150 | 150 |
| CO | / | 250 | / | / |

Pour rappel : conduit n°4 : groupe électrogène, non concerné par l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Constats :

Lors de l'inspection du 3 octobre 2023, l'inspection a constaté que le dernier contrôle des émissions atmosphériques du site datait de juin 2017 et les résultats des mesures relevaient des concentrations en poussières et en dioxyde de carbone issues du séchoir à pépins non conformes. Un arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-068-DREAL a été signé 14 novembre 2023 avec une échéance au 14 janvier 2024.

L'exploitant a fait procéder en novembre 2023 à des mesures des émissions atmosphériques au droit des deux chaudières et des deux séchoirs. Le contrôle met en évidence des concentrations conformes pour tous les paramètres analysés à l'exception de la concentration en poussières pour le séchoir à pépins. Des travaux ont alors été entrepris en juillet 2024 sur le séchoir par une entreprise extérieure (remplacement de l'écluse sous cyclone, de l'écluse principale et du cône supérieur du cyclone). Un contrôle des rejets atmosphériques du séchoir a ensuite été réalisé le 7 octobre 2024 par l'Apave pour vérifier l'efficacité de ces travaux. Les résultats des mesures montrent que la concentration en poussières reste non conforme ($183 \text{ mg/m}^3 > 100 \text{ mg/m}^3$) et que la combustion n'est pas satisfaisante (teneur en O₂ de 18 % et CO = 654 mg/m^3).

Lors de l'inspection du 6 novembre 2024, l'exploitant a constaté malgré des actions correctives mises en œuvre, que la concentration en poussières reste non conforme. Ceci constitue un non-respect de la mise en demeure n°2023-068-DREAL et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°2025-002-DREAL du 9 janvier 2025 mettant en place une astreinte administrative afin d'assurer la mise en conformité sur ce point touchant les émissions atmosphériques. Toutefois, pour tenir compte du calendrier de réalisation des travaux de mise en conformité pour lesquels un plan d'actions détaillé a été présenté par l'exploitant lors de la visite, la prise d'effet de l'astreinte a été fixée au 1er juillet 2025.

Par mail du 20 juin 2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé le 23 mai 2025 qui justifie de la mise en conformité des émissions de poussières du séchoir (teneur en poussières mesurée = $47 \text{ mg/m}^3 < \text{valeur limite d'émission} = 100 \text{ mg/m}^3$), ainsi que les

factures des entreprises extérieures ayant intervenu sur l'installation de séchage pour la mise en place d'équipements de contrôle et de mesure nécessaires au suivi du bon fonctionnement de l'installation.

Lors de la visite sur site réalisée le 2 juillet 2025, l'inspection constate la réalisation effective des travaux par la présence des appareils suivants:

- un capteur de dépression à l'entrée du foyer,
- 2 variateurs de vitesse sur les ventilateurs d'air primaire et d'air secondaire du foyer,
- un capteur de pression sur le cyclone,
- des sondes de températures dans le foyer, la chambre de dilution et la chambre de détente,
- un analyseur portable de combustion équipé de cellules O₂ et CO,
- un automate pour le pilotage de l'ensemble des appareils listés ci-avant.

Le retour à la conformité des émissions de poussières permet de lever l'arrêté de mise en demeure n°2023-068-DREAL. L'astreinte devant prendre effet au 1er juillet 2025 et l'exploitant s'étant mis en conformité avant cette date, à savoir au 23 mai 2025 (date des mesures des rejets atmosphériques), l'arrêté préfectoral rendant l'UDM redevable d'une astreinte administrative n°2025-002-DREAL est sans objet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

N° 4 : Rejets canalisés du dépoussiéreur (atelier engrais)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2020, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des poussières et surveillance

Prescription contrôlée :

Les émissions atmosphériques canalisées générées par le fonctionnement de l'atelier engrais respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire émis :

| Point de rejet | Polluant | Valeur limite d'émission |
|--|--------------------|---|
| Sortie du dépoussiéreur de l'atelier engrais | Poussières totales | Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m ³ . Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m ³ |

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions diffuses.

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'exploitant fait effectuer, dans un délai de 6 mois après la mise en exploitation de l'atelier engrais modernisé, une mesure de la concentration et du flux des émissions de poussières en sortie de l'installation de dépoussiérage de l'atelier engrais. Le résultat de ces mesures est transmis à l'inspection des installations classées.

transmis à l'inspection des installations classées.

AM du 22/10/2018 - Article 52

Une mesure de poussières totales est effectuée par un organisme agréé au minimum un an après la mise en service de l'installation, puis tous les trois ans.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Des mesures des émissions en poussières ont été réalisées le 24 février 2021 suite à la mise en exploitation de l'atelier engrais. La concentration en poussières respecte la valeur limite définie ($17,7 \text{ mg/m}^3 < 100 \text{ mg/m}^3$). Le contrôle n'a pas été renouvelé depuis 2021.

Les activités exercées au sein de l'atelier engrais (mélange, criblage, granulation, ensachage) relèvent de la rubrique 2260-1 sous le régime de l'enregistrement, la puissance totale des installations étant de 555 kW. Conformément à l'article 52 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260, une mesure de poussières totales doit être effectuée tous les trois ans.

À ce titre, l'exploitant a fait procéder par Bureau Veritas à un contrôle des émissions atmosphériques issues de l'atelier engrais le 17 juin 2024. La concentration en poussières mesurée respecte la valeur limite : $31,4 \text{ mg/m}^3 < 100 \text{ mg/m}^3$.

La fréquence des mesures de poussières totales n'est pas définie dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2020 susvisé. Afin d'assurer une surveillance périodique des rejets atmosphériques générés par l'atelier engrais, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport, intègre la surveillance des émissions issues de l'atelier engrais avec une périodicité trisannuelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets canalisés du broyeur de pulpes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2020, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des poussières et surveillance

Prescription contrôlée :

Les émissions atmosphériques canalisées générées par le fonctionnement de l'atelier engrais respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire émis :

| Point de rejet | Polluant | Valeur limite d'émission |
|--|--------------------|---|
| Sortie du dépoussiéreur de l'atelier engrais | Poussières totales | Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m^3 . Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m^3 |

| | | |
|--|--|--|
| | | |
|--|--|--|

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions diffuses.
L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'exploitant fait effectuer, dans un délai de 6 mois après la mise en exploitation de l'atelier engrais modernisé, une mesure de la concentration et du flux des émissions de poussières en sortie de l'installation de dépoussiérage de l'atelier engrais. Le résultat de ces mesures est transmis à l'inspection des installations classées.

AM du 22/10/2018 - Article 52

Une mesure de poussières totales est effectuée par un organisme agréé au minimum un an après la mise en service de l'installation, puis tous les trois ans.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, il a été constaté dans l'atelier de séchage des pépins de raisin, la présence d'un broyeur pour le broyage des pulpes séchées issues du sécheur. Ce broyeur est équipé de dispositifs d'aspiration et de dépoussiérage (filtre à manches et cyclone). L'air dépoussiéré est rejeté à l'atmosphère via un conduit placé en toiture de l'atelier. Par mail du 31 mai 2024, l'exploitant a précisé la puissance du broyeur qui s'élève à 90 kW portant la puissance totale à 1 158 kW pour les activités visées par la rubrique 2260-1-a.

Une mesure des émissions de poussières au droit de ce broyeur a été effectuée par Bureau Veritas le 17 juin 2024. Les résultats montrent que la concentration en poussières est conforme au regard de la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 susvisé ($11,9 \text{ mg/m}^3 < 100 \text{ mg/m}^3$).

La fréquence des mesures de poussières totales n'est définie ni dans l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2014, ni dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2020 susvisé. Afin d'assurer une surveillance périodique des rejets atmosphériques générés par le broyeur présent dans l'atelier de séchage des pépins de raisin, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent arrêté, intègre les valeurs limites de concentration en poussières et l'autosurveillance des rejets atmosphériques applicables au broyeur de l'atelier de séchage des pépins de raisin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rendement caractéristique des chaudières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/08/2020, article R. 224-23, R. 224-25 et R. 224-28

Thème(s) : Risques chroniques, Calcul trimestriel du rendement

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une chaudière définie à l'article R. 224-21 et mise en service après le 14 septembre 1998 s'assure de ce que le rendement caractéristique de la chaudière respecte les valeurs minimales fixées dans le tableau suivant :

| Combustible utilisé | Rendement (en pourcentage) |
|---------------------|----------------------------|
|---------------------|----------------------------|

| | |
|--------------------|----|
| | |
| Fioul domestique | 89 |
| Fioul lourd | 88 |
| Combustible gazeux | 90 |
| Charbon ou lignite | 86 |
| Chaudière biomasse | 80 |

En cas de combustion simultanée de deux combustibles dans une chaudière, la valeur de rendement minimal retenue est déterminée au prorata des quantités de combustibles consommées.

Les pourcentages fixés aux articles R. 224-23 et R. 224-24 sont réduits de :

- a) 7 points pour les chaudières à fluide thermique autre que l'eau ;
- b) 2 points pour les chaudières d'une puissance supérieure à 2 MW produisant de la vapeur d'eau ou de l'eau surchauffée à une température supérieure à 110° C ;
- c) 5 points pour les chaudières d'une puissance inférieure ou égale à 2 MW produisant de la vapeur d'eau ou de l'eau surchauffée à une température supérieure à 110° C.

L'exploitant est tenu de calculer au moment de chaque remise en marche de la chaudière, et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement, le rendement caractéristique de la chaudière dont il a la charge.

Constats :

Lors de la précédente inspection de novembre 2024, il a été constaté que le rendement de la chaudière biomasse n'était pas calculé au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement, ni au moment de chaque remise en service de la chaudière (c'est à dire, au début de la campagne annuelle débutant fin août-début septembre).

Le jour de l'inspection de juillet 2025, l'exploitant a indiqué avoir passé un contrat d'assistance technique avec la société BABCOCK le 30 avril 2024 pour la réalisation d'une vérification de combustion trimestrielle de la chaudière biomasse qui comprend entre autres la mesure des teneurs en O₂, CO, NO_x et un calcul de rendement. Une première intervention a eu lieu le 7 mai 2025. Les valeurs de rendement obtenues selon différentes allures de la chaudière sont conformes à la valeur minimale fixée de 80 % (valeurs comprises entre 86,1 % à 87,2 %). Ce contrôle a fait l'objet d'un rapport d'intervention daté du 7 mai 2025 qui mentionne que les résultats sont satisfaisants et conformes à la réglementation en vigueur.

La société BABCOCK prévoit de revenir en septembre 2025 lors de la remise en service de la chaudière pour un nouveau contrôle de combustion.

N° 7 : Contrôle périodique de l'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/08/2020, article R. 224-31, R. 224-32 et R. 224-35

Thème(s) : Risques chroniques, Résultats du contrôle périodique

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 fait réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique de celle-ci par un organisme accrédité dans les conditions prévues par l'article R. 224-37 sauf s'il a conclu un contrat de performance énergétique dont les caractéristiques sont définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie.

Le contrôle périodique mentionné à l'article R. 224-31 comporte :

- 1° Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement avec les dispositions du paragraphe 1er de la présente sous-section ;
- 2° Le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle prévus par le paragraphe 1er de la présente sous-section ;
- 3° La vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique situées dans le local où se trouve la chaudière,
- 4° La vérification de la tenue du livret de chaufferie prévu par l'article R. 224-29.

Ces contrôles périodiques sont effectués à la diligence et aux frais de l'exploitant de l'installation thermique.

La période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres. Les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de deux ans à compter de leur installation pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 5 MW, et dans un délai de trois ans pour les autres.

Constats :

Lors de la précédente inspection de novembre 2024, il a été constaté, à la lecture du rapport de contrôle périodique de l'efficacité énergétique de la chaudière biomasse et de la chaudière fonctionnant au gaz effectué le 16 juillet 2024 par l'Apave, que certains appareils de mesure et de contrôle exigés par la réglementation ne sont pas existants comme:

- un déprimomètre enregistreur
- un indicateur de température des fumées en sortie du générateur pour la chaudière gaz,
- un appareil manuel de mesure de CO ou d'indice de noircissement pour la chaudière gaz,
- un enregistreur de pression de vapeur pour la chaudière gaz,
- un enregistreur de température de fluide caloporteur pour la chaudière gaz.

Le jour de la présente inspection, l'exploitant a précisé que seul l'indicateur de température des fumées a été installé sur la chaudière mais n'est pas encore fonctionnel, l'appareil n'ayant pas été "branché".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection réitère sa demande à l'exploitant de vérifier si les chaudières sont bien équipées des

| |
|---|
| appareils de mesure et de contrôle exigés et listés ci-avant. Dans le cas où des appareils de mesure et de contrôle demandés par la réglementation seraient manquants, notamment en ce qui concerne la chaudière gaz, l'exploitant devra prévoir d'équiper rapidement les chaudières avant la fin de l'année 2025. L'exploitant transmettra les justificatifs prouvant l'existence de ces appareils ou à défaut de leur achat, ainsi que ceux prouvant de leur bon fonctionnement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 5 mois |

N° 8 : Eaux de purge des chaudières et des TAR

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/01/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour de l'étude d'impact sur le volet "gestion des eaux de surface" |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'USCA UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) dont le siège social est situé Z.I.Mas Barbet - 431 rue Philippe Lamour 30600 VAUVERT, est mise en demeure de se conformer aux dispositions :</p> <p>[...]</p> <p>- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2021-068-DREAL du 27 septembre 2021 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Arrêté préfectoral n°2021-068-DREAL du 27 septembre 2021</p> <p>Article 2 - Mise à jour du volet "gestion des eaux de surface" de l'étude d'impact</p> <p>L'exploitant complète et met à jour l'étude d'impact sur le volet "gestion des eaux de surface" du site tant en situation accidentelle que chronique en faisant appel à un organisme tiers compétent. Ces compléments et mises à jour comprennent notamment :</p> <p>- le descriptif détaillé [...] des purges des chaudières et des tours aéroréfrigérantes;</p> <p>[...]</p> <p>- les mesures de contrôles et de traitement de ces effluents, en particulier pour les purges des TAR et des chaudières en application des arrêtés ministériels correspondants, mises en oeuvre et leur état de fonctionnement;</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cadre de cette mise à jour, l'exploitant procède au récolement de ses installations "chaudières" et "tours aéroréfrigérantes" par rapport au volet "gestion des eaux" des arrêtés ministériels correspondants s'appliquant sur son site.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 13 juillet 2023, l'exploitant a transmis des éléments pour répondre dans le délai imposé aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-006-DREAL du 19 janvier 2023, à savoir:</p> <p>- l'étude référencée "conformité aux dispositions réglementaires des arrêtés préfectoraux 21-001-DREAL et 2021-068-DREAL" qui comprend la description des purges des chaudières ainsi que celle des purges générées par les 3 circuits de refroidissement (tour aéroréfrigérantes distillation, TAR</p> |

rectification et TAR concentration) complétée par des schémas de principe, ainsi que le récolement des installations "chaudières" et "tours aéroréfrigérantes" par rapport aux dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales (AMPG) applicables au site, - les fiches de données de sécurité des produits d'entretien utilisés.

A la demande de l'inspection qui avait jugé l'étude incomplète notamment en ce qui concerne l'exhaustivité du récolement aux AMPG, l'exploitant a transmis par mail du 9 avril 2024 les compléments suivants:

- les analyses des eaux de purges des TAR et des chaudières datées de février 2024,
- la comparaison des résultats aux valeurs limites d'émission que les effluents soient rejetées dans le milieu naturel ou dans le réseau de raccordement à une station d'épuration collective,
- les volumes journaliers et annuels des rejets d'eaux de purges,
- le récolement des installations aux dispositions relatives à l'épandage prévues dans les APMG, assorti du positionnement de l'exploitant quant à la situation actuelle du site pour le respect de ces dispositions.

Les éléments transmis par l'exploitant répondant en tout point aux attendus de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 janvier 2023, la mise en demeure est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Rejets des eaux résiduaires dans le milieu naturel (chaudières)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 47

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux de purge

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions de l'article 36, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Pour chacun des polluants rejeté par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2e alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

| | | | |
|--|--|--|--|
| 1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO ₅) | | | |
| Matières en suspension (code SANDRE : 1305) | | | |

| | | | |
|---|--|--|--|
| flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j | 100 mg/l | | |
| flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j | 35 mg/l | | |
| DCO (sur effluent non décanté) (code SANDRE : 1314) | | | |
| flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j | 300 mg/l | | |
| flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j | 125 mg/l | | |
| 2 - Azote et phosphore | | | |
| Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé (code SANDRE : 1551) | | | |
| flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j | 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | |
| flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j | 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | |
| flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j | 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | |
| Phosphore (phosphore total) (code SANDRE : 1350) | | | |
| flux journalier | 10 mg/l en | | |

| | | | |
|--|--|----------------------|-------------------------------------|
| flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j | 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | |
| flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j | 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | |
| flux journalier maximal supérieur à 80 kg/j | 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle | | |
| 3 - Substances spécifiques du secteur d'activité | | | |
| | N° CAS | code SANDRE | Valeur limite |
| Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*) | - | 1106 (AOX)1760 (EOX) | 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j |
| Hydrocarbures totaux | - | 7009 | 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j |
| Plomb et ses composés (en Pb) | 7439-92-1 | 1382 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j |
| Chrome et ses composés (en Cr) | 7440-47-3 | 1389 | 50µg/l si le rejet dépasse 1 g/j |
| Cuivre et ses composés (en Cu) | 7440-50-8 | 1392 | 50µg/l si le rejet dépasse 5 g/j |
| Nickel et ses composés (en Ni) | 7440-02-0 | 1386 | 50 µg/l si le rejet dépasse 2g/j |
| Zinc et ses composés (en Zn) | 7440-66-6 | 1383 | 0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j |

(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

| | | | |
|--|-------------|-------------|---------------|
| 4 - Autres paramètres globaux | | | |
| | N° CAS | code SANDRE | Valeur limite |
| Ion fluorure (en F ⁻) | 16984-48-8 | 7073 | 15 mg/l |
| Sulfates | 14808-79-8 | 1338 | 2000 mg/l |
| Sulfites | 14265-45-3 | 1086 | 20 mg/l |
| Sulfures | 18496-25-8 | 1355 | 0,2 mg/l |
| 5 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau | | | |
| | N° CAS | code SANDRE | Valeur limite |
| Substances de l'état chimique | | | |
| Cadmium et ses composés* | 7440-43-9 | 1388 | 0,05 mg/l |
| Mercure et ses composés* | 7439-97-6 | 1387 | 0,02 mg/l |
| Autres substances de l'état chimique | | | |
| D i (2 - éthylhexyl)phtalate (DEHP)* | 117-81-7 | 6616 | 50 µg/l |
| Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) | 45298-90-6 | 6561 | 25 µg/l |
| Quinoxylène* | 124495-18-7 | 2028 | 25 µg/l |

| | | | |
|--|--------------------|------|---|
| Dioxines et composés apparentés aux dioxines* dont certains PCDD et PCB-DF | - | 7707 | 25 µg/l |
| Aclonifène | 74070-46-5 | 1688 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j |
| Bifénox | 42576-02-3 | 1119 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j |
| Cybutryne | 28159-98-0 | 1935 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j |
| Cyperméthrine | 52315-07-8 | 1140 | 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j |
| Hexabromocyclododécane* (HBCDD) | 3194-55-6 | 7128 | 25 µg/l |
| Heptachlore* et époxycide d'heptachlore* | 76-44-8/ 1024-57-3 | 7706 | 25 µg/l |
| Polluants spécifiques de l'état écologique | | | |
| Arsenic et ses composés | 7440-38-2 | 1369 | 25 µg/l |
| Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local | - | - | - NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l- 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l |

III. Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Constats :

Les eaux de purge des chaudières sont contrôlées au moins une fois par an par le laboratoire Eurofins. Les dernières analyses datant du 23 février 2024 ont porté sur l'ensemble des

Eurofins. Les dernières analyses datant du 23 février 2024 ont porté sur l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018, pour un rejet des eaux résiduaires au milieu naturel. Les résultats de 2024 sont conformes aux valeurs limites d'émission fixées dans l'APMG.

L'inspection note néanmoins l'absence de deux données dans le bulletin d'analyses de 2024:

- le pH n'a pas été mesuré,
- le prélèvement de l'échantillon n'a pas été réalisé sur une période de 24h comme le stipule l'article 49 de l'AMPG du 3 août 2018: "les valeurs limites définies s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 h".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer lors des prochaines analyses d'eaux de purge des chaudières, le paramètre pH et la réalisation d'un prélèvement 24 h représentatif de l'activité des installations de combustion du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Surveillance des émissions dans l'eau (Chaudières)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 84

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de vingt-quatre heures.

| | P < 20 MW | P ≥ 20 MW |
|--------------------------------|--------------------|--------------|
| Température | Tous les trois ans | Tous les ans |
| pH | Tous les trois ans | Tous les ans |
| DCO (sur effluent non décanté) | Tous les trois ans | Tous les ans |
| Matières en suspension totales | Tous les trois ans | Tous les ans |
| Azote global | Tous les trois ans | Tous les ans |
| Phosphore total | Tous les trois ans | Tous les ans |
| Hydrocarbures totaux | Tous les trois ans | Tous les ans |

| | | |
|-------------------------------------|--------------------|--------------|
| Composés organiques du chlore (AOX) | Tous les trois ans | Tous les ans |
| Chrome et composés (en Cr) | Tous les trois ans | Tous les ans |
| Cuivre et composés (en Cu) | Tous les trois ans | Tous les ans |
| Nickel et composés (en Ni) | Tous les trois ans | Tous les ans |
| Plomb et composés (en Pb) | Tous les trois ans | Tous les ans |
| Cadmium et composés (en Cd) | Tous les trois ans | Tous les ans |
| Mercure et composés (en Hg) | Tous les trois ans | Tous les ans |

Constats :

Les eaux de purge des chaudières ont fait l'objet d'une analyse en février 2023 et en février 2024. Le jour de la présente inspection, l'exploitant a indiqué n'avoir pas fait procéder à un contrôle des rejets en 2025.

L'arrêté préfectoral de prescriptions générales du 3 août 2018 prévoyant une fréquence trisannuelle des mesures que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, l'exploitant respecte la périodicité définie. L'inspection invite néanmoins l'exploitant à réaliser tous les ans, des analyses des eaux de purge de ces deux chaudières, afin de pouvoir justifier, dans le cas où ces eaux résiduelles ne seraient plus envoyées en épandage, de la qualité de ces eaux compatible avec un rejet au milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre d'une éventuelle modification de la gestion des rejets des eaux de purge des chaudières, l'inspection demande à l'exploitant d'effectuer une mesure des eaux de purge avant la fin de l'année 2025 et de poursuivre ce suivi une fois par an, afin de collecter des données visant à justifier de la compatibilité des eaux de purge avec un rejet au milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Epandage des eaux résiduelles (Chaudières)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 73

Thème(s) : Risques chroniques, Epandage des eaux de purge

Prescription contrôlée :

Seules certaines cendres issues de la combustion de biomasse peuvent être épandues :

- les cendres récupérées par voie sèche ou humide sous le foyer ;« - les cendres récupérées par voie sèche ou humide sous le multicyclone ;« - les cendres volantes issues de technologies de combustion par lit fluidisé ou spreader stoker, qui respectent les critères de retour au sol.

L'épandage de tout autre déchet, des eaux résiduaires et des boues est interdit.

Constats :

Les eaux de purges des deux chaudières avant envoi en épandage, sont pré-traitées dans la station de traitement du site qui relève de la rubrique 2750 (Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation). Le volume annuel de ces eaux épandues est de l'ordre de 1100 m³. Les contrôles annuels effectués sur les eaux de purge montrent que la qualité de ces eaux sont conformes à un rejet dans le milieu naturel.

L'exploitant souligne que dans la situation actuelle, aucun autre exutoire n'est envisageable pour ces eaux de purge.

A ce titre, l'exploitant peut solliciter des aménagements aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel applicables aux installations de combustion soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2910. La demande d'aménagement devra décrire la nature, l'importance et la justification dans un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R. 512-46-5 du code de l'environnement.

Toutefois, dans le cadre de la modification de la gestion des eaux de surface du site, l'exploitant évoque la possibilité d'envoyer ces eaux de purges vers le futur bassin d'infiltration, étant donné la compatibilité de la qualité des eaux de purges des chaudières à un rejet dans le milieu naturel. Dans le cas où cette solution serait retenue, le dossier relatif au volet "eaux de surface" en cours de finalisation devra être complété en ce sens.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur la solution retenue dans un délai d'un mois. Dans le cas où l'exploitant souhaite solliciter un aménagement des prescriptions applicables aux chaudières sur le volet "épandage", un dossier de demande d'aménagement devra être rédigé avec tous les éléments d'appréciation, en particulier les résultats des analyses annuelles des eaux, afin que l'inspection puisse donner les suites adéquates.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Rejets des eaux résiduaires dans le milieu naturel (TAR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 38 et Annexe IV

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux de purge

Prescription contrôlée :

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent en sortie d'installation les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Pour chacun des polluants rejeté par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.

| | | |
|---|--|--|
| 1. Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO) | | |
|---|--|--|

| | | |
|---|--|--------|
| chimique en oxygène (DCO) | | |
| Matières en suspension totales : | | |
| Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j | 100 mg/l | |
| Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j | 35 mg/l | |
| DCO (sur effluent non décanté) : | | |
| Flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j | 300 mg/l | |
| Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j | 125 mg/l | |
| Phosphore (phosphore total) : | | |
| Flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour | 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle | |
| Flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour | 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle | |
| Flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour | 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle | |
| 3. Substances réglementées | | |
| | N° CAS | |
| Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe) | - | 5 mg/l |
| Composés organiques halogénés (en AOX) | - | 1 mg/l |
| 4. Substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau | | |

| | | |
|--|-----------|----------|
| Substances de l'état chimique : | | |
| Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb) | 7439-92-1 | 0,5 mg/l |
| Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni) | 7440-02-0 | 0,5 mg/l |
| Substances de l'état écologique : | | |
| Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As) | 7440-38-2 | 50 µg/l |
| Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu) | 7440-50-8 | 0,5 mg/l |
| Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn) | 7440-66-6 | 2 mg/l |
| 5. Autres substances | | |
| THM (TriHaloMéthane) | - | 1 mg/l |

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

| | | |
|---|--|--|
| 2. Azote | | |
| Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : | | |
| Flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/jour | 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle | |
| Flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/jour | 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle | |
| Flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 | 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle | |

| | | |
|--|-------------------|---|
| supérieur ou égal à 300 kg/jour | moyenne mensuelle | |
| 3. Substances réglementées | | |
| | N° CAS | |
| Indice phénols | - | 0,3 mg/l |
| Cyanures | 57-12-5 | 0,1 mg/l |
| Manganèse et composés (en Mn) | 7439-96-5 | 1 mg/l |
| Etain (dont tributylétain cation oxyde de tributylétain) | 7440-31-5 | 2 mg/l dont 0,05 mg/l pour chacun des composés tributylétain cation et oxyde de tributylétain |
| Hydrocarbures totaux | - | 10 mg/l |
| Fluor et composés (en F) (dont fluorures) | - | 15 mg/l |

Constats :

Les eaux de purge des tours aéroréfrigérantes (TAR) sont contrôlées trois fois par an par le laboratoire Eurofins. Les mesures sont effectuées sur un échantillon constitué par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure puis mélangés. Les analyses portent sur les paramètres listés dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 dans le cas d'un rejet dans le milieu naturel. L'exploitant a également mis en place une surveillance d'autres substances susceptibles d'être rejetées par les TAR au regard des biocides utilisés. Les résultats des mesures de 2024 et 2025 consultées lors de l'inspection, sont conformes aux valeurs limites fixées dans l'AMPG (pour les paramètres possédant une VLE), à l'exception de la teneur en DCO en ce qui concerne uniquement la TAR concentration et de la teneur en AOX pour la quasi-totalité des mesures effectuées sur les trois TAR.

Selon l'exploitant, la concentration élevée en AOX dans les eaux de purge proviendrait de l'utilisation d'eau de javel comme produit d'entretien des TAR, tandis que la teneur non conforme en DCO serait due à la réutilisation des condensats produits par les opérations d'évapoconcentration, comme eau d'appoint sur la TAR concentration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de prendre des mesures correctives pour réduire la

concentration non conforme en AOX et DCO dans les rejets des tours aéroréfrigérantes, afin que la qualité des eaux de purge soit compatible avec un rejet en milieu naturel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Surveillance des émissions dans l'eau (TAR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après.

Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

| DÉBIT JOURNALIER | MENSUELLE (mesuré ou estimé à partir des consommations) |
|--|--|
| Température | Annuelle |
| PH | Annuelle |
| DCO (sur effluent non décanté) | Trimestrielle |
| Phosphore | Annuelle |
| Matières en suspension totales | Annuelle |
| Composés organiques halogénés (en AOX) | Trimestrielle |
| Arsenic et composés (en As) | Annuelle |
| Fer et composés (en Fe) | Annuelle |
| Cuivre et composés (en Cu) | Annuelle |
| Nickel et composés (en Ni) | Annuelle |
| Plomb et composés (en Pb) | Annuelle |
| Zinc et composés (en Zn) | Annuelle |

| | |
|-----------|---------------|
| THM | Trimestrielle |
| Chlorures | Trimestrielle |
| Bromures | Trimestrielle |

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point I-2 b de l'article 26 du présent arrêté.

Constats :

Les eaux de purges des tours aéroréfrigérantes font l'objet d'une mesure trois fois par an (février, mai et novembre). L'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 prévoit pour certains paramètres une surveillance trimestrielle.

L'exploitant a précisé que les ateliers de distillation et de concentration n'étaient pas en service pendant la période estivale, empêchant la réalisation de 4 mesures dans l'année.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté en effet l'arrêt des deux ateliers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Epandage des eaux résiduaires (TAR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 43

Thème(s) : Risques chroniques, Epandage des eaux de purge

Prescription contrôlée :

L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits issus de l'installation, y compris en mélange, est interdit.

Constats :

Les eaux de purges des trois tours aéroréfrigérantes (TAR) sont pré-traitées, avant envoi vers l'épandage, dans la station de traitement du site qui relève de la rubrique 2750 (Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation). Le volume annuel de ces eaux épandues s'est élevé à environ 10500 m³ en 2023 et à 12000 m³ en 2024.

L'exploitant souligne que dans la situation actuelle, aucun autre exutoire n'est envisageable pour ces eaux de purge sans entreprendre des travaux conséquents soit sur les réseaux d'eaux afin d'envoyer ces eaux vers le milieu naturel, soit sur les équipements de la distillerie.

Dans ce cadre, l'exploitant peut solliciter des aménagements aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel applicables aux TAR soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2921. La demande d'aménagement devra décrire la nature, l'importance et la justification dans un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R. 512-46-5 du code de l'environnement.

L'exploitant indique aussi que des modifications pourraient être envisagés à long terme sur les équipements (notamment les TAR et les réseaux d'eau associés) dans le but de pouvoir recycler les eaux de purge des TAR sur la bande de diffusion des marcs en remplacement des condensats lesquels seraient alors réutilisés comme eau d'appoint sur les TAR. Cette solution technique de réutilisation des eaux permettrait d'une part de diminuer la consommation d'eau d'au moins

20000 m3 selon l'exploitant, et d'autre part de ne plus envoyer en épandage les eaux de purge des TAR réduisant de ce fait d'environ 10000 m3 le volume d'effluents épandus.

Dans ces conditions, l'exploitant devra réaliser une étude technico-économique pour identifier les solutions alternatives à l'épandage des eaux de purges issues des TAR et mettre à jour la gestion du cycle des effluents liquides au sein de la distillerie en termes de consommation d'eau et de volume d'effluents épandus. Pour mener cette étude, l'exploitant se basera sur les arrêtés ministériels relatifs à la réutilisation des eaux et applicables à l'établissement, afin de prendre en compte les exigences de qualité des eaux recyclées. Les conclusions de cette étude devront être reportées dans l'étude préalable prévue en 2026 sur le volet "épandage".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'établir soit un dossier de demande d'aménagement des prescriptions générales applicables aux tours aéroréfrigérantes, soit une étude technico-économique portant sur des solutions alternatives à l'épandage des eaux de purges des TAR. Ces deux dossiers devront contenir tous les éléments d'appréciation et à minima les éléments cités supra afin que l'inspection puisse donner les suites adéquates.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois